

La lettre des Elus de Toulon En Commun



Vous trouverez ci-dessous le résumé des interventions des élus TEC au Conseil métropolitain du 25 avril 2024 et au Conseil Municipal du 26 avril 2024, publiées en intégralité sur les sites.



<https://toulonencommun.com/conseil-metropolitain-du-25-avril-2024/>
<https://toulonencommun.com/conseil-municipal-du-26-avril-2024/>



Chroniques des Conseils Métropolitain et Municipal des 25 et 26 avril 2024

Nos élus de Toulon En Commun sont intervenus à plusieurs reprises lors de ces deux conseils.

- ✓ Sur la gestion du port de commerce de Toulon et le **trafic des ferries** : Intervention de Philippe LEROY

... **Ces quelques exemples** (de pollution) doivent nous préparer à l'enfer que nous allons **vivre à chaque départ en vacances**, avec encore plus de pollution pendant les grosses chaleurs de l'été.

Est-ce vraiment ce que les Toulonnais veulent ? Un des arguments que j'ai entendu maintes fois de votre prédécesseur (M Falco) est le tourisme.

Je ne pense pas que nos commerçants y soient gagnants. Toutes ces personnes allant traverser vers la Corse n'ont rien dépensé à Toulon. Coincés dans leur voiture, ils en retirent une impression dramatique de notre ville et n'y reviendront donc jamais en touriste.

Combien de temps encore allez-vous laisser ces pollutions nous tuer à petit feu ?

Vœu émis sur ce sujet par l'élu de Toulon En Commun au Conseil Métropolitain

« **Exiger (des compagnies de ferries) que les départs des ferries soient espacés à minima de 90 minutes pour que le parking créé pour recevoir les voitures soit assez grand pour éviter les bouchons** »

Notre vœu sera t'il entendu ?

- ✓ Sur le **financement des écoles privées** : Intervention d'André de UBEDA

Il s'agit bien, pour nous, avant tout, de défendre l'école publique. L'enseignement, la formation sont des fondements de la République, du futur de notre nation, de l'ascenseur social au sens de l'intérêt général. Or non seulement l'école publique est en grande souffrance mais l'enseignement privé montre ses limites dans le domaine du vivre ensemble et, de surcroît, il favorise la **ségrégation sociale**. Ce n'est pas moi qui le dit ce sont deux rapports officiels. Dans le Var, la situation est caricaturale. La réalité c'est le tri social. Je tiens à disposition du Conseil municipal le fameux IPS des établissements, enfin rendu public. Les 10 premiers établissements classés par l'Indice de Position Sociale ce sont des établissements privés. Quelle surprise !

Franchement les établissements privés ont-ils besoin de toujours plus de financements ? Or dans vos choix, dans cette délibération, vous allez au-delà des obligations légales en finançant, par exemple, l'Association de Ecoles Catholiques. Pendant ce temps **l'école publique**, celle qui accueille tout le monde, celle qui ne demande pas d'argent aux parents, celle qui a fait les grandes heures de la France, cette école **souffre**. Ce qui est versé en plus à l'école privée qui n'en n'a pas besoin, est retranché du financement de l'école publique.

✓ Sur le **déménagement de la clinique Saint Jean** : Intervention de Philippe LEROY

Nous avons commencé à regarder avec des habitants le projet de réaménagement de toute cette zone, englobant la clinique Saint Jean, toutes les écoles avoisinantes et le parc Raoulx. Nous comprenons bien et partageons les enjeux de conserver la clinique Saint-Jean sur notre territoire et d'améliorer les écoles qui en ont bien besoin. Mais, comme nous le demandons pour tous les projets d'urbanisme d'envergure, nous aimerions qu'une **concertation regroupant ensemble tous les acteurs et les habitants** soit menée et aboutie **avant** de lancer la moindre action. Tout doit être envisagé surtout lorsqu'un poumon vert de notre ville et des arbres remarquables sont en danger.

La **perle** du Conseil Municipal revient à Monsieur Denis Gutierrez, élu de la majorité qui a déclaré : **« Il n'y a pas de pédiatrie médicale dans le secteur privé à but lucratif de la santé parce que les minots ça coûte de l'argent, ça n'en rapporte pas ! »**

Monsieur le Conseiller Municipal, peut être, un jour, remerciez vous le service public de la santé de prendre soin de nos enfants ???

Connaissez-vous les élus de Toulon en Commun ?



**Magali
BRUNEL**

*Je m'appelle Magali Brunel et je suis votre représentante féminine dans la liste municipale d'opposition **Toulon en commun**, liste citoyenne, écologiste, sociale et solidaire. Je me suis engagée au Parti Socialiste en 2005 car j'ai été révoltée du propos de N. Sarkozy parlant de « nettoyer les banlieues au karcher ».*

A la Mairie, je siège dans 2 commissions : Celle du budget et celle de la solidarité et de la citoyenneté. Et il y a beaucoup à faire et à dire !

Par ailleurs, je suis professeure des Universités, spécialiste de l'éducation, ce qui m'amène à bien maîtriser les enjeux liés à l'enfance et à la jeunesse.

Maman de quatre enfants, je connais les problèmes du quotidien des familles, depuis les difficultés à avoir une place en crèche jusqu'à l'inquiétude pour l'avenir de nos adolescents, les soucis pour leur santé et l'envie qu'ils profitent de loisirs et d'activités qui les épanouissent. Nous avons vraiment besoin que notre jeunesse trouve sa voie dans le périmètre de notre métropole. Trop peu de perspectives se présentent aujourd'hui pour elle !

*Je me mobilise en priorité sur les problèmes du logement et de la pauvreté, qui concernent tant de mes concitoyens et concitoyennes Toulonnais. L'injustice sociale me révolte. Cela commence par le droit à vivre dans un logement digne au sein d'un quartier où la sureté, le lien social et le bien-être ne sont pas que des mots ! Aux côtés de mes deux collègues de **Toulon en Commun**, je me bats pour cela ! Et vous pouvez compter sur ma ténacité et mon engagement !*

Une mobilisation gagnante de citoyens engagés dans nos quartiers :

Le collectif « **Dignité Beaucaire** », que nous soutenons, a obtenu au terme d'une mobilisation d'une grande dignité que les locataires puissent enfin bénéficier du bouclier tarifaire sur les hausses vertigineuses des charges réclamées par la société Zéphire en 2022. Cette injustice sociale flagrante est enfin réparée...